

le taux ordinaire affecté aux réparations, par les propriétaires de maisons, est 10 pour 100; de sorte qu'en mettant le loyer à \$500 et en y ajoutant les réparations, nous aurons une dépense annuelle totale de \$350.

**Sir RICHARD CARTWRIGHT** : L'honorable député est complètement dans l'erreur. Il parle de choses qu'il connaît très-peu. J'ai un grand nombre de maisons en ma possession et je prétends qu'une maison semblable exige certainement chaque année une somme considérable pour la conserver en bon ordre.

**M. COCKBURN** : \$300 par année ?

**Sir RICHARD CARTWRIGHT** : Oui, toute cette somme. Si l'honorable député connaissait la maison, il comprendrait parfaitement qu'il serait très facile de dépenser toute cette somme, chaque année, pour la conserver en bon ordre, et lorsqu'une maison appartient au gouvernement, ceux qui l'habitent ne craignent pas autant de faire des dépenses, que si elle appartenait à un propriétaire ordinaire et si elle servait à des fins ordinaires. Je n'ai pas le moindre doute, quoi qu'en dise l'honorable député de Toronto (M. Cockburn), que lorsqu'il nous faudra tenir compte de l'approvisionnement de combustible, de l'éclairage et des frais d'entretien, la somme que j'ai mentionnée sera requise chaque année. Dans une maison semblable, nous pourrions facilement dépenser \$1,000 dans une seule année et avoir très-peu pour ce montant.

**Sir ADOLPHE CARON** : On me dit que cette maison est en très-bon ordre.

**Sir RICHARD CARTWRIGHT** : Dans très peu de temps, il faudra y faire des réparations de toutes sortes. Néanmoins, cela n'a pas d'importance. L'essentiel est ceci : c'est que si nous achetons une maison à Kingston, ou si nous faisons des dépenses pour procurer une maison à un commandant, l'argent doit être dépensé sur le terrain du collège, où le commandant doit résider.

**M. COCKBURN** : Bien que l'honorable député d'Oxford-Sud (sir Richard Cartwright) puisse ne pas connaître beaucoup les questions de cette nature, je puis lui assurer que, pendant 20 ans, j'ai habité une maison appartenant au gouvernement, comme fonctionnaire du gouvernement, et que, durant cette période, la moyenne des dépenses faites pour les réparations, n'a pas dépassé \$100 par année, et cette maison était beaucoup plus grande que celle que l'on achète pour le commandant.

**M. DAVIES (I. P.-E.)** : Cette maison-là appartenait-elle au gouvernement fédéral ?

**Sir RICHARD CARTWRIGHT** : Non.

**M. COCKBURN** : Elle appartenait au gouvernement d'Ontario.

**Sir ADOLPHE CARON** : Je n'exprime pas d'opinion au sujet de la propriété, car j'en connais très-peu de chose, si ce n'est ce que j'en sais d'après les rapports qui m'ont été faits et d'après l'estimation qui a été faite de la maison par deux des hommes les plus compétents de Kingston. On m'a dit que la propriété avait autrefois coûté \$20,000. On m'a dit que la maison était en très-bon ordre et que, pendant quelques années, il ne faudrait que peu de dépenses pour les réparations.

**M. SOMERVILLE** : A-t-elle été achetée directement du propriétaire ou par l'intermédiaire d'un agent d'immeubles ?

**Sir ADOLPHE CARON** : Directement du propriétaire. Nous avons fait évaluer la propriété et les titres en ont été envoyés à mon ministère et soumis par moi, pour vérification, au ministère de la justice. Je ne sache pas qu'un autre que le propriétaire m'ait écrit directement pour me faire connaître les conditions de la vente.

**M. COCKBURN**,

**M. MITCHELL** : Les membres du comité ont ergoté sur cette question pendant une heure et demie. Ils ont parlé du Tupperisme, de la famille Tupper et de Sir Charles Tupper, mais n'ont pas touché la véritable question. Pendant dix ans je me suis efforcé de faire disparaître ces choses. Ce collègue militaire et cette école d'artillerie, etc., que représentent-ils ? Ce n'est rien autre chose qu'une de ces institutions destinées à l'éducation des fils des riches, aux dépens du peuple. La première fois que j'ai attaqué cette institution, les dépenses en étaient, je crois, d'environ \$30,000 par année. Or, je m'aperçois qu'elles sont de bien près de \$70,000 par année. Quels sont ceux qui retirent des avantages de cette institution ? Est-ce que ce sont les fils des pauvres ?

**Sir ADOLPHE CARON** : Oui.

**M. MITCHELL** : Qui sont-ils ? L'honorable premier ministre peut-il en nommer un seul ? Est-ce qu'il y a là des jeunes gens appartenant à la classe moyenne ?

**Sir ADOLPHE CARON** : Oui.

**M. MITCHELL** : Ils peuvent être pauvres, mais, s'il en est ainsi, ce sont des pauvres des hautes classes, comme mon honorable ami, le ministre de la milice. Quand ces jeunes gens sont instruits, où s'établissent-ils ? S'établissent-ils dans ce pays pour en développer les grandes ressources ? Il peut arriver que quelques-uns s'y établissent, mais ils font exception à la règle. Nous voyons que leurs pères demandent des recommandations pour qu'ils obtiennent des commissions dans l'armée anglaise ; nous voyons quelques-uns d'entre eux employés comme ingénieurs sur des chemins de fer américains, mais nous ne voyons pas ces jeunes gens, qui reçoivent une si haute éducation, s'établir au Canada et aider au développement des ressources de ce pays ; et c'est pour cette fin que l'on taxe le pauvre peuple. J'ai protesté pendant dix ans contre cet abus et, bien que mon honorable ami, le député de Wellington-Nord (M. McMullen), ait parlé du général Cameron, de Sir Charles Tupper et du tupperisme en général, je dis que cela n'est rien, comparativement à la question de la continuation de cet abus. Je ne veux pas traiter la question-Tupper, mais je désire voir cet abus disparaître.

**M. JONES (Halifax)** : Quel abus ?

**M. MITCHELL** : Ce collège.

**M. JONES (Halifax)** : Je croyais que vous vouliez parler de la famille Tupper.

**M. MITCHELL** : Non, vous ne pouvez pas les faire disparaître. Ils sont trop bien établis. Mais il y a une somme d'argent dépensée pour ce collège militaire qui est inutile au Canada, et cette somme augmente constamment, et Dieu sait quand elle finira. Je crois que nous devrions y mettre un terme et je dis à mon honorable ami, le député de Wellington-Nord (M. McMullen), qu'il ferait plus de bien si, au lieu de se borner à des escarmouches, il attaquait le centre.

**Sir JOHN A. MACDONALD** : Pas le centre gauche ?

**M. MITCHELL** : Si l'honorable député qui m'a interrompu voulait s'occuper un peu de l'économie de l'argent du pays, je crois, entre lui et moi, que nous pourrions épargner beaucoup d'argent. Je lui conseillerais de commencer par abolir cette institution et de dire à la classe riche du pays, qui veut faire instruire ses enfants aux dépens du pays, qu'il faut qu'elle les fasse instruire à ses dépens. Il est vrai qu'elle paie quelque chose ; mais on trouve dans le rapport de l'auditeur général une dépense de \$60,000 à \$70,000 pour cette institution. Je n'en blâme pas le très honorable ministre seul. Quand mon ami de droite (sir Richard Cartwright) était ministre des finances et l'honorable député de York-Est (M. Mackenzie) premier ministre, j'ai dit la même chose. Ils veulent tous maintenir cette ins-